

Défendons l'Emploi, les salaires, la reconnaissance de la pénibilité des métiers de la Santé et de l'Action Sociale !

De l'argent pour nos établissements de Santé et d'Action Sociale

Ce sont 8,4 milliards d'économies imposées aux hôpitaux, entraînant la fermeture de 100 000 lits, de 95 services d'urgences et la disparition de la moitié des maternités sur le territoire en 20 ans !

Cette politique d'austérité exclusivement guidée par une vision comptable d'économies à court terme a fini par gravement détériorer notre système de Santé et d'Action Sociale. Les salarié.e.s, agent.e.s, de tous ces services exigent des effectifs humains et des moyens financiers supplémentaires pour faire face à l'activité dans les établissements et pour exercer leur mission auprès de la population.

Des mouvements de grève importants et croissants se développent sur tout le territoire. Ils reflètent un profond malaise et dénoncent une politique catastrophique de Santé et d'Action Sociale qui ne prend plus « à bras-le-corps » l'ensemble des problématiques rencontrées par les personnels médicaux, non médicaux, ouvriers, administratifs, ainsi que les usagers tout cela en dégradant ostensiblement les conditions d'accueil des populations et les conditions de travail des personnels. Nous revendiquons :

- ➔ Le recrutement de professionnel.le.s pluridisciplinaires qualifié.e.s,
- ➔ L'égalité Femmes/Hommes, à qualification égale rémunération identique pour relancer l'attractivité de nos métiers à prédominance féminine toujours sous-rémunérés par rapport à d'autres secteurs à prédominance masculine et à qualification égale,
- ➔ L'ouverture immédiate de lits d'hospitalisation, de structures d'accueil et l'arrêt des fermetures de services, d'établissements et de lits sur tout le territoire. Le maintien de l'ensemble des établissements de proximité, ceci pour rompre avec les déserts médicaux et sanitaires, pour un accès égalitaire qui permette d'accompagner et de prendre en charge toute la population. Plus de brancards dans les couloirs !
- ➔ Le recrutement de personnels en nombre suffisant pour faire face à l'activité dans les services et les établissements, pour contribuer à la nécessaire exigence d'une prise en charge optimale de la population en faveur de soins et d'un accompagnement individualisé, et non des soins déshumanisés standardisés comme c'est le cas aujourd'hui !

- ➔ L'amélioration sensible des conditions des salarié.e.s pour une meilleure vie au travail et une articulation avec leur vie familiale et sociale,
- ➔ Une juste reconnaissance de la pénibilité de nos métiers pour un départ anticipé à la retraite à taux plein.

L'absence d'écoute du gouvernement a pour effet une profonde colère qui s'exprime depuis plusieurs mois, des personnels toutes catégories confondues, qui sont épuisés mais déterminés à ne plus attendre. Nous ne voulons plus des « effets d'annonces », mais des actes concrets qu'il faut engager immédiatement pour de réelles améliorations des conditions de travail des salarié.e.s et d'amélioration de la qualité de prise en charge de la population.

NOUS EXIGEONS D'ÊTRE REÇUS PAR MADAME LA MINISTRE POUR ENGAGER DES NÉGOCIATIONS URGENTES, EN PARTICULIER SUR LES THÈMES SUIVANTS :

- ➔ Recrutement de professionnel.le.s supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire,
- ➔ Revalorisation générale des salaires et reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s,
- ➔ Renforcement des moyens financiers significativement pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM à au moins 5 % et donc de la Loi concernant le Plan de Finances de la Sécurité Sociale,
- ➔ L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits,
- ➔ De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.



Jeunes, privé.e.s d'emploi, agent.e.s, salarié.e.s, retraité.e.s, usager.e.s, NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉ.E.S, Tous ensemble pour défendre notre système de Santé et d'Action Sociale